

# OBSERVATION PACA CONJONCTURE

## L'essentiel de l'emploi et de l'économie

### UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE PERTURBÉ MAIS UN MARCHÉ DU TRAVAIL FAVORABLE AU 3<sup>e</sup> TRIMESTRE

Au 3<sup>e</sup> trimestre en Provence - Alpes - Côte d'Azur comme en France métropolitaine, l'emploi progresse très faiblement malgré une baisse de l'intérim. Le taux de chômage s'accroît modérément. L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi continue de ralentir, les reprises d'emploi augmentent toujours et la durée du chômage (ICDC) diminue. Si l'environnement international et le climat social national pèsent sur la croissance au 4<sup>e</sup> trimestre, en France comme en région, celle-ci devrait toutefois reprendre début 2019.

#### EMPLOI ET CHÔMAGE

### L'emploi continue son ralentissement

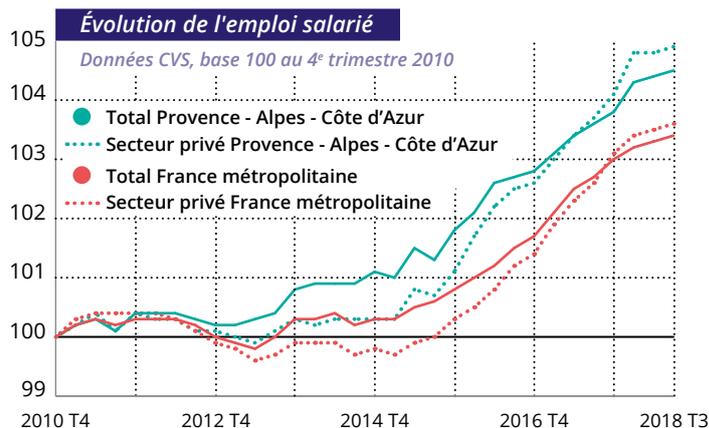
#### Une progression encore très modérée de l'emploi salarié

Depuis deux trimestres, l'emploi salarié augmente très faiblement en Provence - Alpes - Côte d'Azur. Qu'il s'agisse du secteur privé (75 % des effectifs) ou du secteur public, le rythme de progression est similaire : +0,1 % par trimestre. Alors que l'intérim soutenait largement la croissance de l'emploi en 2016 et 2017, il n'y contribue presque plus en 2018. Au 3<sup>e</sup> trimestre, il se contracte même légèrement pour la première fois depuis début 2015 (-0,4 %, soit -180 personnes). Au total, fin septembre 2018, la région compte 1 844 200 salariés, soit +1 500 personnes sur un trimestre et +16 700 personnes sur un an (+0,9 %).

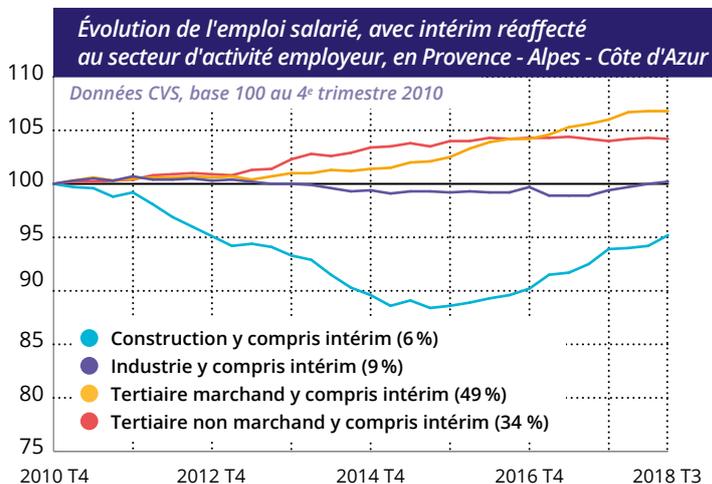
En réaffectant chaque intérimaire à son secteur d'activité employeur, l'emploi se stabilise dans le **tertiaire marchand**, après une très légère hausse au trimestre précédent (+0,1 %). La création de 350 emplois hors intérim ne suffit pas à compenser la baisse de 510 emplois intérimaires. Les besoins de main-d'œuvre se replient dans le *Commerce et l'Hébergement-restauration*, pour le deuxième trimestre consécutif (-0,2 %, après -0,1 %), les *Transports et entreposage* pour la première fois en près de deux ans (-0,3 %, après +0,3 %), les *Activités immobilières* pour le sixième trimestre consécutif (-0,7 %, après -0,8 %) et les *Autres activités de service* dont les effectifs avaient pourtant cessé de baisser (-0,5 %, après +0,1 %). En revanche, ils continuent de progresser dans l'*Information-communication* (+1,2 %, après +0,7 %) et les *Activités de soutien aux entreprises* (+0,4 %, comme au trimestre précédent). Dans les *Activités financières et d'assurance*, ils repartent

**Avertissement :** Depuis la publication de juillet 2018 portant sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2018, les estimations trimestrielles d'emploi publiées au niveau localisé (région et département) sont étendues à l'ensemble de l'emploi salarié. Sont ainsi ajoutés aux salariés du secteur marchand, ceux du tertiaire non marchand, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. Les salariés du tertiaire non marchand travaillent dans l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine ou l'action sociale. Parmi eux, 70 % relèvent du secteur public, les autres exercent une activité non marchande dans le privé (soutien scolaire, médecin, etc.). Par ailleurs, depuis la publication de juillet 2017 portant sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2017, les données sont établies par l'Insee en coproduction avec l'Acos (champ privé hors intérim) et la Dares (sur l'intérim).

Enfin, l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du Bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.



Source : Insee, estimations d'emploi - Acoiss-Urssaf, Dares, Insee, estimations trimestrielles.  
Champ : emploi salarié en fin de trimestre.  
Note : données provisoires.



Source : Insee, estimations d'emploi - Acoiss-Urssaf, Dares, Insee, estimations trimestrielles.  
Champ : emploi salarié en fin de trimestre.  
Note : données provisoires.



**+ 0,1 %  
de créations  
d'emploi  
au 3<sup>e</sup> trimestre,  
soit + 1 500 emplois  
supplémentaires**

**.....  
Premier fléchissement  
de l'emploi intérimaire  
depuis 2015  
.....**

**+ 1,8 % de DPAE sur  
le trimestre**

à la hausse après deux trimestres de repli (+0,4 %, après -0,6 %).

Dans le **tertiaire non marchand**, l'emploi se stabilise après un 1<sup>er</sup> semestre en augmentation (+0,2 % et +0,1 % aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres 2018).

Dans l'**industrie**, l'embellie entamée fin 2017 se prolonge au 3<sup>e</sup> trimestre : +0,2 %, après +0,3 %. Les besoins de main-d'œuvre augmentent dans tous les sous-secteurs, à l'exception de l'*Industrie agroalimentaire* dont les effectifs se contractent (-0,9 %, après +0,1 %). Les progressions sont les plus fortes dans le *Raffinage* ; *industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution* (+0,8 %, comme au 2<sup>e</sup> trimestre) et dans la *Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines* (+1,0 %, après +0,3 %).

Dans la **construction**, l'emploi augmente de façon continue depuis près de trois ans. Au 3<sup>e</sup> trimestre, la croissance, particulièrement forte (+1,0 %, après +0,2 %), s'explique surtout par les créations d'emploi hors intérim. Le taux de recours à l'intérim continue néanmoins de progresser et atteint ainsi 13,0 %.

En **France métropolitaine**, l'emploi salarié total et l'emploi salarié privé progressent comme en région au rythme de 0,1 % par trimestre, tandis que l'emploi public se replie de 0,1 %. Après trois ans de hausse, l'intérim baisse pour le 2<sup>e</sup> trimestre consécutif

et de façon plus marquée qu'en région (-1,2 %). Sur un an, la croissance de l'emploi salarié s'établit à +0,7 %.

### Les déclarations d'embauche progressent à nouveau

Après le recul du trimestre précédent (-3,7 %), les Déclarations préalables à l'embauche (DPAE) progressent à nouveau au 3<sup>e</sup> trimestre en Provence - Alpes - Côte d'Azur (+1,8 %). Cette tendance positive impacte tous les types de contrats et notamment les CDI (+2,6 %) qui représentent 16 % des embauches. Les contrats en CDD de plus d'un mois évoluent de +1,8 % et les plus courts (moins d'un mois) de +1,6 %. Ces derniers regroupent 66 % des DPAE ce trimestre. Dans le secteur du *Commerce*, les embauches augmentent de 4,6 % sur la période, suivi par la *Construction* (+3,9 %). Ces secteurs ne totalisent cependant, à eux deux, que 15 % des embauches du trimestre. Les *Services*, concentrant 62 % des embauches, progressent de 2,1 %. Le secteur de l'*Industrie* enregistre la plus forte baisse (-4,7 %). Les entreprises de 10 à 49 salariés représentent 38 % des DPAE (+3,6 % par rapport au précédent trimestre). 14 % des déclarations de ces entreprises concernent un CDI. Les TPE restent également très dynamiques, notamment grâce aux CDI qui représentent plus de 20 % de leurs déclarations.

## Une poursuite de l'amélioration du marché du travail

### Le taux de chômage est stable

En Provence - Alpes - Côte d'Azur, le taux de chômage localisé se stabilise au 3<sup>e</sup> trimestre 2018, après une baisse de -0,2 point au 2<sup>e</sup> trimestre. Il s'établit ainsi à 10,6 % de la population active. Comme depuis fin 2017, il reste inférieur aux niveaux observés depuis 2012. Sur un an, il diminue de 0,4 point.

En France métropolitaine, le taux de chômage demeure également au même niveau qu'au trimestre précédent (8,8 % de la population active). Sur un an, il recule un peu plus rapidement qu'en région (-0,5 point).

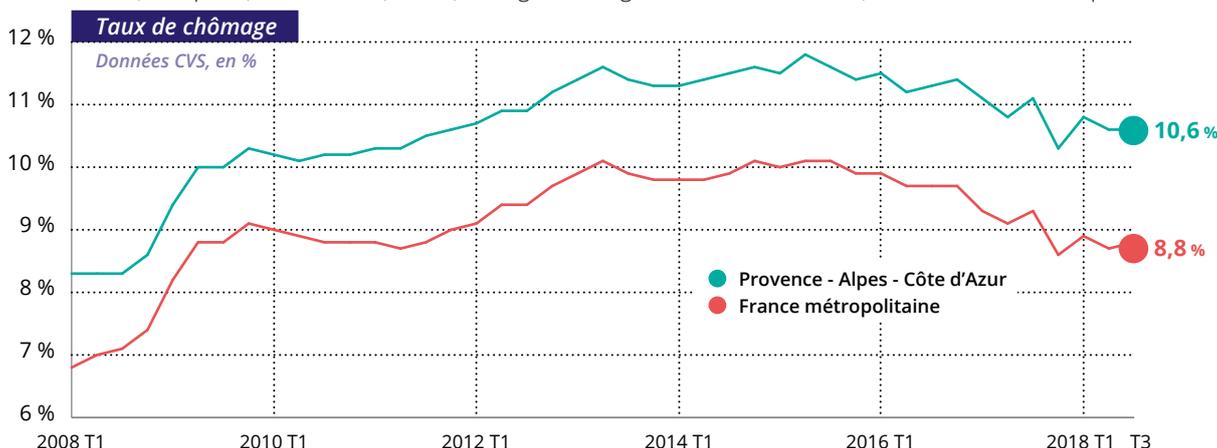
Au niveau départemental, la stabilité prévaut dans les Alpes-Maritimes (9,7 %), les Alpes-de-Haute-Provence (11,0 %) et les Bouches-du-Rhône (11,0 %). Le taux de chômage diminue faiblement (-0,1 point) dans le Var (10,1 %) et augmente légèrement

(+0,1 point) dans les Hautes-Alpes (8,6 %). La hausse est un peu plus rapide (+0,2 point) dans le Vaucluse (11,9 %), où le taux de chômage demeure le plus élevé de la région.

### La demande d'emploi ralentit de plus en plus

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2018, la région compte en moyenne 503 400 demandeurs d'emploi inscrits sur les listes de Pôle emploi en catégories A, B, C (tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite ou sans activité). Le rythme de croissance annuel décélère pour le 3<sup>e</sup> trimestre consécutif : +1,6 %, après +2,7 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2018.

Ce ralentissement concerne à la fois les hommes et les femmes. Toutefois, la hausse annuelle demeure plus vigoureuse pour ces dernières (+3,1 %, contre +0,2 % pour les hommes). Alors qu'elle



**Note :** données trimestrielles provisoires ; estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage national et de son évolution d'un trimestre à l'autre.

**Source :** Insee - Taux de chômage au sens du BIT (national), taux de chômage localisé (régional).

s'intensifiait depuis un an, la demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans se tempère (+1,8%, après +3,0%). Chez les 50 ans ou plus, le ralentissement entamé fin 2017 se poursuit (+3,8%, après +5,4%). La demande d'emploi de longue durée décélère également (+7,6%, après +9,3%) et le nombre d'inscrits depuis moins d'un an consolide sa baisse (-2,8%, après -2,2%).

En France métropolitaine, la demande d'emploi poursuit également son ralentissement (+0,6%, après +1,4%). Contrairement au niveau régional, le nombre d'hommes et de jeunes se replie. En revanche, les évolutions pour les femmes, les seniors et par durée d'inscription sont similaires à la région.

### Hausse annuelle des reprises d'emploi ce trimestre

Au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2018, plus de 93 700 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A et B ont accédé à un emploi d'un mois ou plus, soit une hausse de +5,7% par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2017. Sur 12 mois glissants, près de 376 300 reprises d'emploi sont comptabilisées (+5,3% par rapport à l'année précédente). Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A et B s'est accru de +0,9%.

L'ICDC est un indicateur conjoncturel proposé par Pôle emploi dans le but de synthétiser l'incidence de la conjoncture économique sur l'état du marché du travail, et les opportunités qu'il offre pour trouver un emploi. Il reproduit le calcul de l'espérance de vie d'une population en évaluant la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emplois qui connaîtraient durant toute la période de chômage les mêmes conditions sur le marché du travail que celles du trimestre considéré.



**Taux de chômage de 10,6%, stabilisation sur le trimestre**  
**+ 1,6% de demandeurs d'emploi (catégories A, B, C) sur un an**  
**93 700 reprises d'emploi d'une durée d'un mois ou plus sur le trimestre**

15 800 jeunes de moins de 25 ans ont retrouvé un emploi. Il s'agit de la classe d'âge ayant le plus profité des reprises d'emploi avec un taux de 13,3% (9,2% pour les 25-49 ans et 5,3% pour les 50 ans ou plus). Près des deux tiers des reprises d'emploi concernent ceux ayant moins d'un an d'ancienneté.

Trois domaines professionnels représentent près de la moitié de l'ensemble du volume des reprises d'emploi : l'Hôtellerie-restauration tourisme (+5,8%), les Services à la personne et à la collectivité (+4,4%) et le Commerce, vente et grande distribution (+3,4%).

### L'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) diminue en région

Avec une conjoncture économique maintenue telle qu'elle s'établit au 3<sup>e</sup> trimestre 2018, un demandeur d'emploi de Provence - Alpes - Côte d'Azur resterait, en moyenne, inscrit un an et plus de deux semaines (381 jours) sur les listes de Pôle emploi, soit 5 jours de moins sur un trimestre.

En rythme annuel, l'ICDC régional diminue de près de deux semaines (-11 jours). L'amélioration trimestrielle concerne davantage les seniors (-38 jours) et les hommes (-9 jours). En revanche, cet indicateur de durée de chômage est en très légère dégradation chez les jeunes (+5 jours en moins en trois mois).

L'ICDC dans les Alpes-de-Haute-Provence (417 jours) et le Var (407 jours) reste élevé, malgré une légère baisse de l'indicateur ce trimestre, respectivement -4 et -3 jours. Il augmente sensiblement de +16 jours dans les Hautes-Alpes (403 jours). Au sein des Bouches-du-Rhône (391 jours), la détérioration est de +3 jours. Dans les Alpes-Maritimes (354 jours), l'ICDC est de -4 jours et de -5 jours dans le Var (377 jours).

## ZOOM SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL TERRITORIALISÉ

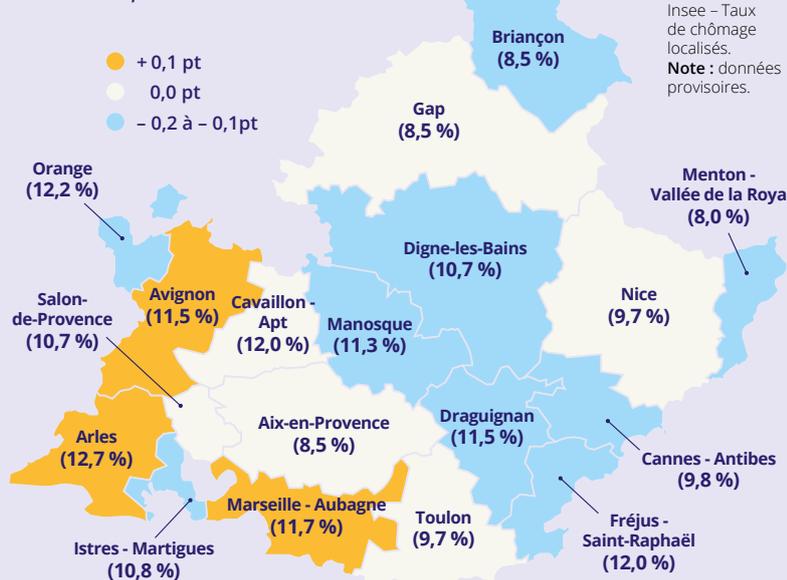
### Le taux de chômage en légère hausse à Avignon, Marseille - Aubagne et Arles

Le taux de chômage baisse (entre -0,2 et -0,1 point) dans les zones d'emploi de Menton - Vallée de la Roya (8,0%), Briançon (8,5%), Cannes - Antibes (9,8%), Digne-les-Bains (10,7%), Istres - Martigues (10,8%), Manosque (11,3%), Dragnignan (11,5%), Fréjus - Saint-Raphaël (12,0%) et Orange (12,2%). À l'inverse, il est en légère hausse (+0,1 point) dans les zones d'Avignon (11,5%), Marseille - Aubagne (11,7%) et Arles (12,7%), où les taux sont supérieurs à la moyenne régionale. Dans les autres territoires de Provence - Alpes - Côte d'Azur, le taux de chômage se stabilise.



### Évolution du taux de chômage par zone d'emploi en Provence - Alpes - Côte d'Azur entre le 2<sup>e</sup> trimestre et le 3<sup>e</sup> trimestre 2018

Données CVS, évolution trimestrielle en point et taux en % au 3<sup>e</sup> trimestre 2018



Source : Insee - Taux de chômage localisés.  
 Note : données provisoires.

Provence - Alpes - Côte d'Azur : 10,6% (0,0 pt)  
 France métropolitaine : 8,8% (0,0 pt)

## En France, l'activité économique a progressé ce trimestre face à une croissance européenne qui s'essouffle

Au 3<sup>e</sup> trimestre, le climat des affaires est globalement en baisse, suggérant un ralentissement économique, dans un contexte de tensions commerciales. L'activité des États-Unis résisterait un peu mais ralentirait mi-2019. La Chine, comme d'autres pays émergents, présenterait des signes d'essoufflement. Les économies de la zone euro, soumises à des incertitudes persistantes, ralentiraient.

En France, au 3<sup>e</sup> trimestre 2018, l'activité a progressé de 0,3% après deux trimestres de croissance plus modérée

(+0,2% par trimestre). La reprise de la consommation des ménages est principalement à l'origine de ce rebond. Le contexte international, mais également le mouvement des « gilets jaunes », pèseraient sur la croissance française en fin d'année 2018. L'activité économique ne progresserait que de 0,2% au 4<sup>e</sup> trimestre avant de s'affirmer au 1<sup>er</sup> semestre 2019 (+0,4%, puis +0,3% par trimestre). Les gains de pouvoir d'achat des ménages prévus fin 2018 et début 2019 soutiendraient la consommation au 1<sup>er</sup> semestre 2019.

## Au 4<sup>e</sup> trimestre, l'économie régionale « perd de la vitesse »

À la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2018, les arrêts techniques et, dans une moindre mesure, les mouvements sociaux, ont perturbé la **production industrielle** qui a faiblement évolué. Seul le mois de décembre enregistre un effet rattrapage qui ne permet pas, au global, de compenser l'atonie générale. Ce sont les secteurs de la *Fabrication de matériels de transport*, de l'*Industrie électronique* et des filières de la *Chimie* et de la *Métallurgie* qui bénéficient de l'évolution favorable au dernier trimestre.

Au final, le taux d'utilisation des capacités de production s'établit à 81% et tangente sa moyenne de longue période (82%).

Dans les **services marchands**, principale composante de l'économie régionale, le niveau des transactions enregistre de faibles évolutions lié au climat social. Ce sont principalement les secteurs de l'*Hébergement*, du *Transport* et de la *Location de véhicules* qui sont les plus impactés.

Suite à des intempéries et aux mouvements sociaux, la production dans la **construction** se stabilise.

La demande publique et privée, toujours bien orientée, permet d'alimenter le carnet de commandes et donne une plus grande visibilité aux professionnels.

À court terme, seul le secteur de la construction devrait reprendre un cycle haussier alors que dans l'industrie et les services marchands l'activité devrait évoluer faiblement.



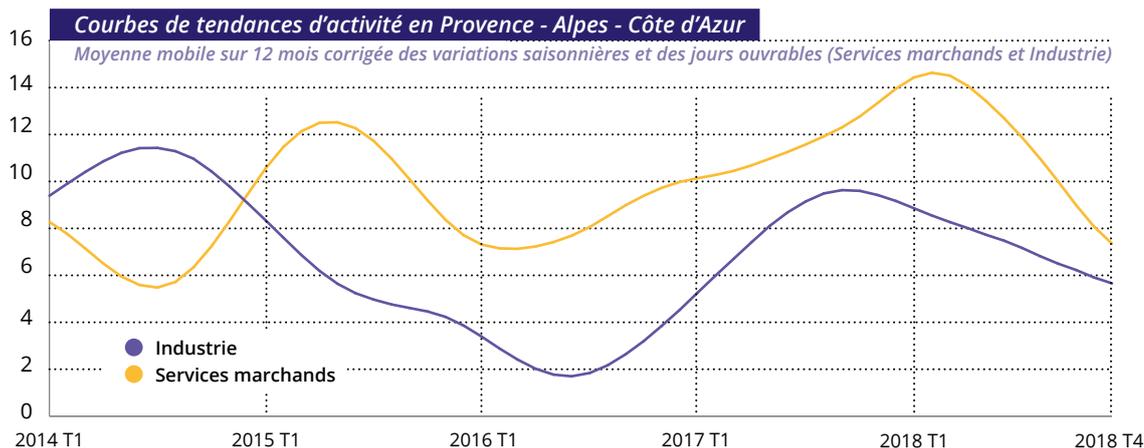
**Affaiblissement de l'activité économique régionale**  
 .....  
**Baisse des demandes de délai de paiement dans l'ensemble des entreprises**

### Les demandeurs de délais toujours en baisse

Au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2018 en Provence - Alpes - Côte d'Azur, 2 699 entreprises ont demandé un délai à l'Urssaf pour le paiement de leurs cotisations, soit 1,4% des entreprises. En un an, les demandes ont baissé de 22%.

Cette amélioration concerne toutes les tailles d'entreprises et notamment celles de moins de 10 salariés (-27% en annuel).

Tous les secteurs bénéficient de cette baisse et plus particulièrement l'*Hébergement-restauration* et le *Commerce* (respectivement -35% et -22% en annuel).



**Note :** Les courbes de tendance s'appuient sur le volume de production dans l'industrie et sur le volume des affaires dans les services marchands.

**Source :** Banque de France.

## LES ÉTUDES VUES EN PLÉNIÈRE



### Nouvelle progression en 2017 des déclarations préalables à l'embauche : le CDI, moteur de la croissance

En 2017, plus d'1,6 million de Déclarations préalables des embauches en 2017 à l'embauche (DPAE) ont été émises en Provence - Alpes - Côte d'Azur dans les secteurs concurrentiels hors agriculture, particuliers employeurs et intérim. Ceci constitue une hausse de 2,8 %, soit une nette accélération par rapport à 2016 (+1,1 %). Cette progression concerne l'ensemble des départements de la région, à l'exception de celui de Vaucluse. (...)

**Direccte Provence - Alpes - Côte d'Azur**  
Mathieu Sauviac



POWERPOINT ÉTUDE



### Plus de la moitié des salariés dans des entreprises essentiellement implantées dans la région

En Provence - Alpes - Côte d'Azur, plus de la moitié de l'emploi salarié est issu d'entreprises implantées exclusivement ou quasi exclusivement dans la région. Parmi elles, deux profils se distinguent. Les entreprises uniquement implantées dans la région sont très nombreuses, généralement de petite taille et tournées vers la population présente. Les 1 700 entreprises multirégionales dont plus de 80 % des salariés travaillent en Provence - Alpes - Côte d'Azur sont de taille plus importante. (...)

**Insee Provence - Alpes - Côte d'Azur**  
Stéphanie Durieux  
Olivier Pégaz-Blanc



POWERPOINT ÉTUDE



### L'apprentissage : du potentiel en Provence - Alpes - Côte d'Azur

Combien d'apprentis se forment en région Provence - Alpes - Côte d'Azur ? Dans quelles filières et à quels niveaux de formation ? Quelles sont les caractéristiques des établissements qui les emploient ? À quels secteurs d'activité sont-ils rattachés ? Comment l'apprentissage est-il réparti sur le territoire régional ? Quelles sont les zones où le dispositif pourrait être davantage développé ? Est-il complémentaire ou concurrent avec les formations assurées via la voie scolaire ou avec le contrat de professionnalisation ? (...)

**Direccte Provence - Alpes - Côte d'Azur**  
Rémi Belle  
Virginie D'Angelo  
Virginie Meyer

**ORM**  
Sara Houmair  
Adeline Petrovitch  
Cécile Reveille-Dongradi



POWERPOINT ÉTUDE

## NOTES DE



## CONJONCTURE



TÉLÉCHARGER

→ La note de conjoncture de la Direccte Provence - Alpes - Côte d'Azur, janvier 2019

→ Insee conjoncture Provence - Alpes - Côte d'Azur, janvier 2019

→ Statistiques et indicateurs - Pôle emploi, janvier 2019

→ La conjoncture en Provence - Alpes - Côte d'Azur - Banque de France, janvier 2019

→ Stat'Ur PACA - Urssaf, janvier 2019

## Observation PACA Conjoncture

Mis en place en mars 2009 pour observer et anticiper les effets de la crise en Provence - Alpes - Côte d'Azur dans les domaines de l'économie, de l'emploi et sur le marché du travail, le dispositif « Observation PACA Conjoncture » (OPC) est **un réseau d'experts de la conjoncture régionale animé par l'ORM** et constitué de **la Région, la Direccte, Pôle emploi, la DR Insee, la Banque de France et l'Urssaf**.

Ce réseau a pour vocation d'élaborer **des diagnostics conjoncturels partagés** en confrontant les données et les analyses. Il s'agit également d'un **lieu d'échanges - ouvert aux acteurs de l'observation en région** - sur les statistiques conjoncturelles comme sur les aspects méthodologiques, et de construction de **connaissances partenariales** et multithématiques.

Par le caractère opérationnel de ses productions, OPC a également pour objectif de **répondre aux besoins des décideurs** en éclairant les évolutions économiques de court et moyen termes en région et dans les territoires infrarégionaux.

### OPC c'est :

- Chaque trimestre, une réunion technique, une séance plénière et la diffusion d'un communiqué cosigné par les membres du réseau.
- Un site Internet dédié : [www.observation-paca-conjoncture.org](http://www.observation-paca-conjoncture.org)

#### Directeur de publication

Philippe Cottet

#### Réalisation

Groupe technique d'OPC

#### Conception graphique - PAO

[www.gachwell.com](http://www.gachwell.com)

Rédaction finalisée le 25 janvier 2019



Direccte  
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



Observatoire Régional des Métiers